

# Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur l'Union bancaire, l'Europe de la Défense et sur l'avion Rafale, à Bruxelles le 19 décembre 2013.

LE PRESIDENT : Ce sommet sera celui d'une avancée considérable sur l'Union bancaire. J'ai suffisamment travaillé pour aboutir à ce résultat avec nos partenaires, notamment allemands, pour m'en féliciter.

J'avais affirmé la nécessité de réguler la finance. L'Union bancaire, c'est cela, c'est-à-dire empêcher que des crises financières puissent se reproduire. Empêcher que, s'il y a une défaillance d'une banque, ce soit tout le système financier européen qui soit attaqué et que les États soient obligés de venir en soutien. Ce qui s'est produit ces dernières années.

Là, le contribuable européen et donc le contribuable français n'aura rien à verser, s'il devait y avoir une crise financière. On travaille en plus, par des préventions, à ce qu'il n'y en ait plus jamais.

Il y a aussi un autre grand sujet qui est l'Europe de la Défense. La France a toujours voulu qu'elle puisse connaître des progrès. La France a pris des initiatives. Aujourd'hui, nous pouvons avoir un certain nombre de résultats, notamment l'industrie de défense qui doit davantage coopérer sur des matériels que nous pouvons promouvoir. On parle beaucoup des avions. Il y a le drone de la nouvelle génération, c'est-à-dire des avions sans pilote qui pourraient être, justement, l'une des réalisations de l'Europe.

Enfin, il y a des opérations qui sont menées, aujourd'hui, en Afrique. La France en a pris l'initiative avec les Nations Unies. Il est légitime que l'Europe vienne en soutien, ce qu'elle fait. J'ai reçu beaucoup d'appuis des gouvernements européens, la quasi-totalité d'entre eux. Les financements doivent donc suivre également ces soutiens politiques.

QUESTION : Sur le Rafale Vous vous attendiez à cette déception pour la France ?

LE PRESIDENT : Je m'y attendais depuis plusieurs mois, parce qu'il y avait eu des annonces qui n'étaient pas traduites, parce que le Brésil était entré dans des difficultés financières. Je respecte cette décision. Le Brésil voulait un avion moins sophistiqué, donc moins cher, pas forcément pour tout de suite. A partir de là, le Rafale ne pouvait pas être bien placé, même si c'est un très bon avion parce que c'est un très bon avion et que ce n'est pas la demande du Brésil.

Mais le Rafale est attendu sur d'autres pays et j'espère, qu'il sera à un moment, acheté. Parce que ce qui compte, c'est que ce ne soit pas simplement l'armée française qui achète des Rafales. Pour qu'il soit moins cher, il faut qu'il soit davantage vendu. C'est un processus.

Moi, je fais l'essentiel, c'est-à-dire que je défends cet avion. Au-delà, il y a aussi une négociation entre l'entreprise et le pays acheteur pour que ce soit le meilleur prix qui soit proposé. En même temps, je veux aussi qu'il y ait du travail en France.